II. La rentrée en éducation physique et sportive dans le contexte COVID

Depuis plusieurs mois se sont enchaînés différentes périodes, où un élan collectif a permis de continuer à enseigner et faire apprendre dans le cadre d'une expérience inédite et singulière de pandémie. L'inspection pédagogique régionale d'Éducation Physique et Sportive (EPS) a salué vos prises d'initiatives et les actions menées par les équipes dans les établissements scolaires, diffusé les ressources produites pour que collectivement nous puissions nous adapter aux contraintes successives et nous inspirer mutuellement.

Force est de constater que l'épidémie n'est pas terminée et que la rentrée se déroule dans des conditions très particulières. Pour des raisons de justice sociale et de continuité des apprentissages, il est primordial que tous les élèves retrouvent le chemin de l'école.

Les grands principes en EPS qui président à cette rentrée figurent dans le protocole sanitaire publié le 26 août 2020 complété par la fiche repères portant plus particulièrement sur la reprise en EPS du 28 août 2020.

Ces documents ont été adressés avant la rentrée aux établissements et aux enseignants afin de permettre aux équipes de proposer en accord avec le chef d'établissement, des ajustements des projets pédagogiques, pour s'inscrire dans le respect des précautions sanitaires.

Fort de la mobilisation et adaptations professionnelles vécues au cours des périodes du troisième trimestre 2019-2020, nous devons continuer à analyser les contextes de pratiques et choisir des organisations à l'aune de l'objectif visé qui est la reprise de l'EPS et de l'activité physique pour tous les élèves (dont l'association sportive pour les élèves volontaires). La rentrée doit donc être progressive et adaptée, mais avec l'objectif partagé de proposer rapidement une EPS riche et source d'apprentissages réels. Les professeurs d'EPS sont compétents pour adapter leur organisation, leur enseignement et leur projet pédagogique aux prescriptions du protocole sanitaire national, déclinées dans les contextes d'établissements, en lien avec l'équipe de direction. Les programmes de la discipline permettent cette réflexion et adaptation.

A la lumière des différents documents nationaux, que nous avons publiés sur le site (plus particulièrement la fiche « Rentrée 2020-Repères pour la reprise de l'éducation physique et sportive en contexte de COVID » et les fiches orientations et recommandations de l'IGÉSR concernant le collège, le lycée et la voie professionnelle), nous mettons en exergue les points suivants :

Pour rappel, les textes réglementaires en vigueur, éclairés par les avis du haut conseil de la santé publique, précisent :

« En revanche, le port du masque n'est pas possible lors de la pratique physique. Il est alors important de faire respecter par les élèves la distanciation physique. Les textes réglementaires en vigueur, éclairés par les avis du haut conseil de la santé publique, prévoient une distanciation d'au moins deux mètres en cas d'activités sportives, sauf lorsque la nature de la pratique ne le permet pas ».

- Les gestes barrières sont à respecter et doivent faire l'objet d'explications pour accompagner les élèves.
- Le port du masque n'est pas possible lors de la pratique physique. En revanche lorsque les élèves participent à des activités connexes à la stricte pratique sans engagement physique avéré (observation, arbitrage, élèves inaptes, aide à la pratique de l'autre...) les règles de distanciation s'imposent, voire le port du masque selon l'activité ou le rôle attribué à l'élève.
- Les pratiques en extérieur sont à privilégier.
- Aucune activité physique sportive artistique n'est proscrite d'emblée, y compris les sports collectifs, cependant une attention particulière peut être portée aux règles de distanciation (en gymnase comme en extérieur), par un traitement didactique et pédagogique approprié.
- En ce début d'année, les activités, les formes de pratique ou les organisations qui impliquent des contacts directs entre élèves sont déconseillés. Elles peuvent être planifiées ultérieurement en fonction des contraintes locales en matière d'installations, permettant ainsi de sécuriser dans un premier temps les enseignants, les élèves et leurs familles; elles pourront s'inscrire dans les projets plus tard dans l'année, en fonction des évolutions de la situation sanitaire.
- Plus spécifiquement pour les classes d'examens, les adaptations possibles permettent d'envisager la programmation d'activités différentes au regard des installations disponibles localement.

- Les offres de certification peuvent et doivent s'adapter à ces orientations, sans aucune urgence à organiser le premier contrôle en cours de formation ; ceci n'empêche pas d'évaluer (et noter) les élèves sur leurs apprentissages.
- L'utilisation de matériel sportif partagé par les élèves d'une même classe ou groupe de classe (raquettes, volants, ballons etc.) est possible. Le personnel est incité à désinfecter le matériel commun régulièrement et fréquemment.

C'est donc bien localement, au regard du contexte et son évolution que les propositions doivent être élaborées avec les chefs d'établissement, en toute connaissance des organisations, des contingences matérielles et des ressources disponibles.

Prendre le temps d'une évaluation diagnostique, remettre au centre l'idée du collectif, aborder et entrer dans de véritables apprentissages liés aux programmes en dépassant la simple « remise en forme » des élèves, sont autant de points qui questionnent légitimement les procédures pédagogiques. Cependant, l'accompagnement nécessaire des élèves pour pratiquer et vivre leur scolarité sereinement, leur retour dans les établissements en confiance, et la proposition d'une pratique source de plaisir et partage sont des principes qui peuvent contribuer également à enrichir l'offre de formation.

Pour le fonctionnement des associations sportives et notamment le rôle important qu'elles peuvent jouer sur la question de la reprise d'activité physique et sportive de nos élèves, les recommandations s'avèrent identiques. Le choix diffusé par nos collègues, cadres du service régional de l'UNSS concernant la configuration 3 (fonctionnement en intramuros jusqu'en fin septembre), ainsi que le challenge proposé s'avère une réponse et une opportunité en toute complémentarité avec l'enseignement obligatoire.

Les sections sportives scolaires, sous la responsabilité des chefs d'établissement, peuvent également ou ont déjà débuté leur activité dans le cadre de leur partenariat. Le rôle des coordonnateurs devient ici essentiel, notamment dans la mise en cohérence des modalités de fonctionnement de la section sportive scolaire en fonction des règles sanitaires de l'établissement et des règles plus spécifiques relatives à la pratique de telle ou telle activité sportive. L'élève, les parents trouveront dans cette cohérence un apaisement nécessaire au projet éducatif, scolaire et sportif. La même démarche est incontournable pour les pôles.

La situation pouvant être évolutive, nous restons à votre disposition sur ces sujets ou saurons communiquer en note d'informations, au besoin, auprès des chefs d'établissement.

Sur le site EPS de l'Académie, une rubrique spécifique est consacrée à cette thématique :

<http://eps.ac-besancon.fr/?cat=118>